



# LE journal

N° 80  
Octobre  
2014

UNSA  
TERRITORIAUX  
CUS

## EN PAGE 2 :

Avez-vous une bonne  
«prévoyance» ?

Rencontre UNSA-Ministre  
de la fonction publique

Prévention des RPS

Remise en cause  
des CDIations

## EN PAGE 3 :

Suppressions de postes  
à motiver !

CET et comptes  
de récupération

## EN PAGE 4 :

Négociations sur l'emploi  
à la DEE

Expérimentation  
du télétravail à la CUS

A noter



## Non à la remise en cause des 35 heures !

Pour l'**UNSA**, des sujets aussi importants et sensibles que le **temps de travail** ou les rémunérations valent autre chose que des propos à l'emporte-pièce.

L'**UNSA** prend acte que les déclarations sur ces questions de Monsieur Macron, rapportées par l'hebdomadaire «Le Point», ont été faites alors qu'il n'était pas ministre. D'un désormais ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique d'un gouvernement prônant le dialogue social, l'**UNSA** attend une autre attitude.

Pour l'**UNSA**, l'horaire légal de travail à **35 heures** est une référence qu'il est **hors de question** de **remettre en cause**. Des dispositifs légaux existent permettant de modifier horaires et rémunérations pour les entreprises en difficulté dans un cadre négocié.

La situation économique, sociale, et, désormais, politique de notre pays est trop grave pour que se perpétue la méthode des ballons d'essai et des postures.

La **remise en cause** des **35 heures**, qui est un hochet régulièrement agité par des politiques de tous bords - comme la remise en cause du repos dominical -, est un complet **non sens** par rapport à la **priorité** de la **lutte contre le chômage**.

Faire travailler plus les salariés qui ont du travail ne donnerait évidemment pas de travail à ceux qui n'en ont pas !

Bien au contraire, en raison de sureffectifs qui en résulteraient, le chômage augmenterait encore plus !!

La dernière sortie du MEDEF sur le sujet est tout simplement surréaliste ! Pourquoi ne profite-t-il pas déjà des **milliards d'euros d'allègements de charge** dont bénéficient les entreprises pour **créer des emplois** ?



## CONTACTEZ-NOUS :

### IMMEUBLE DE LA BOURSE

1, Place De Lattre De Tassigny

67076 STRASBOURG Cedex (Poste 39707 ou 38307)

Tél. : 03 88 60 97 07 - Portable : 06 32 10 95 72

E-mail UNSA CUS : [unsa.syndicat@strasbourg.eu](mailto:unsa.syndicat@strasbourg.eu)

Site UNSA CUS : <http://unsacus.e-monsite.com/>

## Avez-vous une bonne «prévoyance» ?

Selon différentes sources concordantes - nous attendons confirmation de la part de l'administration -, il y aurait sensiblement moins d'agents de la CUS adhérents à la Mutuelle de France Prévoyance qu'il n'y avait d'adhérents à mut'est jusqu'au 31 août 2014.

Cela pourrait signifier que **plusieurs centaines d'agents de la CUS ne bénéficieraient même pas d'une garantie «prévoyance» minimale - les IJ, soit les Indemnités Journalières -**, soit par choix (*ce qui est leur droit*), soit par incompréhension du nouveau dispositif (*plusieurs collègues nous ont également affirmé n'avoir pas reçu l'enveloppe contenant le bulletin d'adhésion à la Mutuelle de France Prévoyance*).

Rappelons que, depuis le **1er septembre 2014**, l'**adhésion** à **Mut'est** ne couvre plus que les **dépenses de santé**.

Mut'est ne vous versera plus aucune indemnisation si vous passez en **demi-traitement**, après **90 jours de congé de maladie ordinaire**.

## Prévention des risques psychosociaux

Une **Circulaire du 25 juillet 2014** précise les **modalités de déploiement**, de **mise en oeuvre** et de **suivi**, dans la **fonction publique territoriale**, du **plan national de prévention des risques psychosociaux - RPS -** (*voir **Journal n° 75 de Mars 2014***).

Cette circulaire insiste à plusieurs reprises sur l'obligation d'**informer** et de **consulter l'ensemble des agents**.

Mais, comme trop souvent, à la **CUS**, tout se déroule en vase clos, au sein du **CHSCT** (*Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail*).

C'est ainsi, presque par hasard, que nous avons appris que le **CHSCT** avait demandé à la Direction de l'**Enfance** et de l'**Education** de réaliser un **travail** sur la **prévention des RPS**.

Voilà encore une bonne raison pour voter **UNSA** le **4 décembre 2014** dans le cadre des **élections professionnelles** (*il n'y pas d'élection directe au CHSCT : les représentants du personnel sont désignés par les syndicats sur la base des résultats de l'élection du Comité Technique*).

## Rencontre UNSA-ministre de la Fonction publique

L'**UNSA Fonction Publique** a rencontré la ministre de la **Fonction Publique**.

Le **contentieux** sur les **salaires**, qui perdure, a notamment été abordé. L'**UNSA** a réitéré la nécessité d'une **revalorisation générale des rémunérations** au travers d'une **augmentation du point d'indice**.

Elle a également questionné la ministre sur les **conséquences** de la **censure** par le **Conseil Constitutionnel** de l'**allègement** des **cotisations sociales** prévu par la loi de **financement rectificative de la sécurité sociale pour 2014** (*voir **Journal n° 79 d'Août 2014***).

Cette décision remet en effet en cause la diminution de la part des cotisations retraite pour les fonctionnaires de catégories C, B et A (*jusqu'au 6e échelon*) et l'augmentation de salaire qu'elle entraînait..

Marylise Lebranchu a indiqué qu'une **nouvelle mesure** était à **l'étude** et devrait être communiquée rapidement.

## Remise en cause des CDIsations

Par message du **19 septembre 2014**, l'**UNSA** est intervenue auprès du **Directeur Général des Services** quant aux collègues de **catégorie A**, qui sont **CDIsables** prochainement.

Plusieurs de ces collègues engagés sur des **contrats CDD «Besoin de service»**, **CDIsables** après **2 contrats de 3 ans**, ont été informés verbalement par leur RRH que leur **CDIsation** était **remise en cause** et qu'ils ne «bénéficieraient» que d'un CDD de quelques mois, le temps qu'ils puissent se présenter à la sélection professionnelle en vue de leur stagiérisation.

L'**UNSA** est signataire du **Protocole d'accord du 31 mars 2011 portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique : accès à l'emploi titulaire et amélioration des conditions d'emploi**, qui comportait cette **mesure de déprécarisation**.

L'**UNSA** ne saurait donc accepter que ce protocole d'accord soit ignoré par la CUS. Nous avons demandé qu'il soit instamment **remédié** à cette situation.



# Suppressions de postes à motiver !

Le Comité Technique Paritaire a émis récemment un avis sur la suppression de 8 postes (5 de catégorie C, 2 de catégorie B et 1 de catégorie A).

Du classique .... qui risque de s'amplifier avec la politique de non-remplacements d'une partie des 500 agents quittant chaque année la CUS.

Politique qui devrait se traduire à l'avenir par des suppressions de postes nettes (pas nécessairement avec des créations de postes parallèlement, comme jusqu'à présent).

Lors des réunions IPD-CTP, l'UNSA était régulièrement intervenue pour demander que les suppressions de postes soient motivées.

Ce qui n'est pas le cas dans les faits, puisque sous la rubrique «Motivation de la suppression» apparaissent toujours les mêmes termes «Evolution et redéfinition du besoin au sein du service» (avec quelques fois une variante comme «.... au sein de la direction»).

Ces suppressions de postes sont regroupées sous un chapitre intitulé «Emplois dont la suppression est liée au changement du périmètre d'activité lié à des orientations de la collectivité ou à des choix proposés par les directions en matière d'optimisation des moyens.»

Quelles orientations ? Quelle optimisation des moyens ? .... mystère.

Il est à noter que l'organisation syndicale majoritaire au sein du CTP a indiqué lors de la réunion IPD-CTP du 8 septembre 2014 que la forme du document transmis par l'administration répondait pleinement à ses attentes en la matière !

Une raison supplémentaire pour voter UNSA le 4 décembre 2014 dans le cadre des élections professionnelles !



# Compte épargne-temps et comptes de récupération

Par message du 5 septembre 2014, en prévision de la possibilité nouvelle d'alimenter un compte épargne-temps (CET) par des jours de repos compensateurs (à compter du 1er octobre 2014 pour les agents de catégories C et B : voir [Journal n° 78 de Juin 2014](#)), l'UNSA avait demandé à l'administration quand le nouveau formulaire pour l'alimentation du CET serait disponible.

Par message du 11 septembre 2014, l'administration nous a répondu :

*“La société GFI en charge du développement de l'OGST est intervenue avec du retard pour la mise en œuvre technique du nouveau dispositif de récupération spécifique aux agents de catégorie B et C. L'intervention s'accompagne de difficultés techniques de mise en œuvre. Cela aura une incidence sur le calendrier annoncé que mes collaborateurs sont en train d'évaluer.*

*Une information plus précise sera apportée aux services dans les prochains jours.”*

## Avis de l'UNSA

L'UNSA n'est pas surprise par le retard pris dans la mise en place du nouveau dispositif, notamment en ce qui concerne les agents de catégorie C qui ne bénéficient pas de l'horaire variable et qui, de ce fait, ne relèvent pas actuellement de l'OGST (système de badgeage électronique des heures d'arrivée et de sortie des agents).

En se basant sur l'exemple des agents affectés dans les écoles - où les heures de compensation ne sont souvent notées que sur des fiches au stylo -, l'UNSA avait pourtant alerté l'administration sur les difficultés techniques.

Et dire que ce dispositif devait déjà être mis en place il y a 6 mois !

Obnubilée par les observations de la Chambre Régionale des Comptes, l'administration a voulu mettre la charrue avant les bœufs.

Les délais annoncés dans la [Note à tous les agents n° 017 du 28 mai 2014](#) sont donc a priori caducs.

Les nouveaux délais de mise en place ne nous pas encore été communiqués. L'UNSA trouverait plus pratique que le dispositif prenne effet un 1er janvier (2015 ou .... 2016).





# Négociations sur l'emploi à la DEE

Par message du **19 septembre 2014**, l'**UNSA** a demandé à M. Alain FONTANEL, Premier Adjoint au Maire, l'**ouverture** de **négociations** sur l'**emploi** à la Direction de l'**Enfance** et de l'**Education**.

Les discussions devraient notamment porter sur les points suivants soulevés par de nombreux agents de cette direction :

- l'externalisation du nettoyage,
- la non-reconduction des contrats CDD,
- le non-remplacement des collègues absents,
- le déplacement d'agents,
- le temps partiel,
- le règlement du temps de travail,
- des situations de mal-être au travail.

La Direction de l'**Enfance** et de l'**Education** gère environ **20 %** de l'**effectif** des **agents** de la **CUS**. Avec l'arrivée des «TOS» des collègues au sein de l'Eurométropole, prévue (?) dans le cadre de la réforme territoriale, ce pourcentage s'accroîtra probablement encore.

Nous avons proposé que, dans un premier temps, le **cadrage** des **négociations** soit défini.

Pour en débattre, nous invitons les **agents** de la **DEE** à des **réunions d'information syndicale** :

- service **Périscolaire** et **Éducatif** : **21 octobre 2014** de **11h00** à **13h00**,
- service **Patrimoine** : **22 octobre 2014** de **11h00** à **13h00**.

Ces **réunions d'information syndicale** se tiendront dans la **Salle A** de la **Maison des Syndicats**.

## Expérimentation du télétravail à la CUS

**70 dossiers de candidatures** pour l'**expérimentation** du **télétravail** ont été réceptionnés.

**65** ont été **validés** par la hiérarchie.

Le Comité de suivi et le DGS ont suivi les avis des directions et visé les 65 candidatures.

Suite à un désistement, **64 télétravailleurs-ses** participeront à l'**expérimentation**.

## A noter

Le décret n° **2014-922** du **18 août 2014** modifiant le décret n° **92-851** du 28 août 1992 portant **statut particulier** du cadre d'emplois des **médecins territoriaux** et le décret n° **2014-924** du **18 août 2014** portant **échelonnement indiciaire** applicable aux **médecins territoriaux** ont été publiés au **Journal Officiel** du **21 août 2014**.

Le décret n° **2014-923** du **18 août 2014** portant **statut particulier** du cadre d'emplois des **puéricultrices territoriales** et le décret n° **2014-925** du **18 août 2014** portant **échelonnement indiciaire** applicable aux **puéricultrices territoriales** régies par le décret n° 2014-923 du 18 août 2014 ont été publiés au **Journal Officiel** du **21 août 2014**.

Le décret n° **2014-973** du **22 août 2014** modifiant le décret n° **94-932** du 25 octobre 1994 relatif aux **conditions d'accès** et aux **modalités d'organisation** du **concours** pour le recrutement des **agents de police municipale** a été publié au **Journal Officiel** du **27 août 2014**.

Le décret n° **2014-1057** du **16 septembre 2014** fixant les **modalités d'organisation** du **concours sur titres avec épreuve** pour le recrutement des **médecins territoriaux** a été publié au **Journal Officiel** du **18 septembre 2014**.

Le décret n° **2014-1058** du **16 septembre 2014** fixant les **modalités d'organisation** du **concours sur titres avec épreuve** pour le recrutement des **puéricultrices territoriales** a été publié au **Journal Officiel** du **18 septembre 2014**.

Le décret n° **2014-1070** du **19 septembre 2014** modifiant **certaines dispositions** relatives à l'**organisation** de la **formation initiale** de **divers cadres d'emplois** de la **police municipale** a été publié au **Journal Officiel** du **21 septembre 2014**.

Le syndicat UNSA Territoriaux CUS est membre de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes.



Il fait partie de l'Union Départementale (UD 67)  
UNSA Territoriaux du Bas-Rhin  
Site UD 67 :  
<http://unsaterritoriaux67.e-monsite.com/>

